

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1141>



La prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie n'est pas acceptable. Changeons de PPE !

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -
Date de mise en ligne : mercredi 24 octobre 2018

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Ce 24 octobre, après un conseil des ministres qui devait en parler le matin, le président Macron avait convié à sa table les "acteurs de l'énergie" (les dirigeants des principales industries de l'énergie, EDF, Engie, CEA, etc.), pour un dîner de... d'énergéticiens, au cours duquel il devait leur exposer ses intentions souveraines, relativement à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) qui doit fixer le cap et les étapes de la France en la matière, pour les dix ans à venir.

(De notre envoyé spécial à Paris)

Afin de manifester l'intérêt porté par certaines ONG au même sujet, mais du point de vue de la "TRANSITION énergétique", Greenpeace les avait invitées au même moment à un "dîner de contre" nettement moins huppé.

Finalement, on apprenait hier que les annonces présidentielles et gouvernementales, déjà reportées du mois de juillet à la fin d'octobre, le seraient à nouveau jusqu'à la mi-novembre. Et que le dîner des énergéticiens était annulé et remplacé par une "réunion de travail" à l'Elysée, avancée à 15h.

Qu'à cela ne tienne ! Le dîner proposé par GP était lui aussi transformé en "réunion de travail" des ONG environnementalistes, convoquée à partir de 15 h à proximité de l'Elysée. A l'heure dite, une quinzaine de représentants des associations s'attablaient, au beau milieu d'une pelouse de l'Avenue des Champs-Élysées, sous les yeux, les caméras et les appareils photo d'un nombre appréciable de journalistes (AFP, Libération, et d'autres).

Premier cercle : les ONG, avant l'arrivée de la force publique



Jean-François Julliard (Greenpeace) ouvre les travaux. Cependant, au bout de quelques minutes et à la surprise générale, plusieurs dizaines d'auditeurs imprévus et nullement invités font irruption. Tout de bleu sombre et de noir vêtus, ils se déploient sur la verte pelouse pour encercler complètement les environnementalistes médusés. Après ce beau mouvement chorégraphique, digne du Palais Garnier, les travaux se poursuivent encore un bon moment, comme si de rien n'était... Sans doute grâce à la présence des journalistes, de leurs caméras, et peut-être un peu des touristes. C'est ce qu'on appelle, dans le jargon des stratèges, "la dissuasion médiatique".

La prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie n'est pas acceptable. Changeons de PPE !



2e et 3e cercles : journalistes et CRS



1er, 2e et 3e cercles

La prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie n'est pas acceptable. Changeons de PPE !



Puis ce fut le temps des adieux, qui se firent sans même un ordre de dispersion !



On ne pouvait néanmoins s'empêcher de penser aux malheureux amis de Bure qui, cueillis aux aurores et sans témoins, n'ont pas eu droit, eux, aux mêmes ménagements.*

Devant ces emplois choquants de la force publique, quelques esprits mal tournés s'exclamaient : "Et dire que c'est à ça que servent nos impôts !".

En tout cas, ce dont on est à peu près sûr, c'est qu'ils ne serviront pas à transiter vers un monde sans nucléaire. Jupiter nous maintient dans l'expectative, mais d'après une indiscretion de BFMTV la veille, il aurait en tête d'annoncer la construction d'une première série de 6 EPR (en sus du machin toujours en cours de construction-rafistolage à Flamanville). Normal : en 2010, avec le traité franco-britannique baptisé Teutatès, on en avait pris pour 50 ans de bombes atomiques. Pourquoi n'en prendrait-on pas, en 2018, 2021 ou 2025, pour 60 ans de nucléaire civil ? Voire un siècle ?

Après tout, nos descendants en prendront bien pour les millénaires suivants... Avec tout l'argent qu'on a déjà mis là-dedans, ce n'est pas le moment de s'en débarrasser !

Vous conservez vos réticences ? Voyez ci-dessous la PPE (Perspective de Paix Existentielle) que nous propose ACDN...

La prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie n'est pas acceptable. Changeons de PPE !

Communiqué d'ACDN, Paris, le 24 octobre 2018

En l'état de nos informations, la PPE conçue par le gouvernement nous paraît inacceptable.

Elle ne met en oeuvre aucune transition vers la production d'énergie à la fois décarbonnée et dénucléarisée. Elle vise au contraire à prolonger indéfiniment l'ère nucléaire, dont il est pourtant indispensable de sortir pour la survie de l'humanité.

Comme l'ont prouvé les expériences tragiques d'Hiroshima et de Fukushima, en passant par celles de Mayak, Three Mile Island et Tchernobyl, l'énergie nucléaire menace l'existence même de l'humanité. Mis à part certains usages médicaux, il faut l'abandonner, en tout cas pour produire de l'électricité. Loin d'en prendre le chemin, la PPE engage la France dans une impasse.

Il faut stopper définitivement le projet d'EPR de Flamanville, qui est une calamité industrielle, financière et environnementale. Ce projet a triplé son budget, de 3,5 à plus de 10 milliards d'Euros, triplé son temps de construction, accumulé les maléfices gravissimes, et la cuve mal formée de son réacteur menacera en permanence la France et l'Europe d'un accident majeur du type de Tchernobyl ou Fukushima.

Sans tenir compte de l'EPR, il faut stopper non seulement les deux réacteurs de Fessenheim, mais encore tous les autres, le plus rapidement possible, sachant qu'ils ont été conçus pour durer trente ans et que la plupart d'entre eux auront dépassé les quarante ans d'ici 2025. Un plan de fermeture de tous les réacteurs nucléaires de puissance doit être mis au point, programmé et exécuté. Tous ceux qui continueront à fonctionner en attendant leur fermeture définitive devront être surveillés de très près et entretenus en respectant strictement les consignes de sûreté de l'ASN.

Il faut stopper le « grand carénage » de tous ces réacteurs qui, sous prétexte de permettre à des chaudières explosives de fonctionner quelques années de plus, n'est rien d'autre qu'un rafistolage d'un coût exorbitant pour les contribuables et pour les consommateurs.

Il faut cesser de « retraiter » les déchets des centrales pour en extraire le plutonium, cesser les transports de plutonium, cesser de produire et d'utiliser du MOX.

Il faut stopper le projet CIGEO d'enfouissement en profondeur des déchets radioactifs à Bure.

Il faut suspendre le projet pharaonique d'ITER et renoncer au programme ASTRID.

Il faut suspendre la modernisation totalement inutile de nos armes nucléaires, qui nous coûte déjà 4 milliards et va bientôt nous coûter 6 milliards d'Euros par an, et qui ne fait que contribuer à la prolifération nucléaire et à l'insécurité mondiale.

Il faut cesser d'exporter notre prétendu savoir-faire, nos réacteurs nucléaires... et nos armes.

Il faut transférer toutes les sommes épargnées dans le domaine nucléaire civil et militaire à la reconversion des personnels, à la recherche et au développement des filières d'énergies renouvelables, à la sobriété et aux économies énergétiques.

La prochaine Programmation Pluriannuelle de l'Energie n'est pas acceptable. Changeons de PPE !

Il faut changer de logiciel industriel, économique, énergétique, environnemental, diplomatique et sociétal.

C'est pourquoi nous appelons le Parlement à se saisir du sujet et proposer une autre PPE, préparant la transition vers une France, une Europe et un monde à énergie bas carbone pour lutter contre la détérioration du climat, et sans armes ni centrales nucléaires pour éviter l'autodestruction.

Nous appelons tous les citoyens, contribuables et consommateurs, à se mobiliser, à intervenir dans le débat et auprès de tous les responsables, élus et décideurs concernés, pour qu'ils prennent en considération et soutiennent l'indispensable changement de logiciel que nous réclamons.

POST SCRIPTUM, le 26 octobre 2018

Aux dernières nouvelles (dépêche AFP), le "document de travail" qui circule et qui aurait été soumis le 24 octobre aux "énergéticiens", expose plusieurs options entre lesquelles le gouvernement n'a pas encore tranché. La décision de construire 6 nouveaux EPR pourrait être reportée à 2021, une fois que le prototype de Flamanville aurait fait la preuve... qu'il fonctionne, et une fois démontré que ses successeurs pourraient être construits beaucoup plus vite et revenir beaucoup moins cher que lui, de façon à contenir le coût du megawatt-heure dans une fourchette comprise entre 60 et 70 Eurosuros.

Evidemment, à supposer qu'il soit tenu, ce coût de revient imaginé par EDF sur la base d'un prix stable du minerai d'uranium n'inclut pas le coût de construction de l'EPR-prototype de Flamanville, le coût de la protection des centrales et autres Installations Nucléaires de Base contre les risques d'attentats, le coût du stockage et de la surveillance des déchets nucléaires à Vie Longue, le coût du futur démantèlement des EPR, le coût des cancers et autres maladies radio-induites, le coût des guerres de l'uranium tout-à-fait prévisibles, et encore moins le coût direct et indirect d'un accident majeur, des indemnités de la France à ses voisins européens, et du transfert de vingt millions de Français dans les îles Kerguelen.

Par ailleurs, il appert qu'à ce jour le "document de travail" ne prévoit aucune fermeture de réacteurs en-dehors des deux de Fessenheim... dont le Conseil d'Etat vient tout juste d'invalidier, pour vice de procédure, la décision de fermeture prise par l'ex-ministre de l'Ecologie Ségolène Royal : d'après nos institutions, le gouvernement n'aurait pas le droit de décider la fermeture d'un réacteur si EDF ne l'a pas préalablement demandée ! Et comme EDF ne veut pas fermer ses réacteurs... on n'en fermera pas !

Le gouvernement, courageux et ravi, s'apprête à confier à l'Autorité de Sûreté Nucléaire le soin de décider, à l'occasion des visites décennales, quels réacteurs devront être fermés pour cause de catastrophe inévitable et imminente.